



© SB/TeV

Pays Castelroussin

Réalisation APCA sur la base du rapport d'un projet étudiant dans le cadre du Master « Nourad » (Nouvelles ruralités, Agriculture et Développement local) de l'Université Paris Ouest-Nanterre La Défense.

Le territoire du Pays Castelroussin

Le Pays Castelroussin Val de l'Indre (PCVI), est un syndicat mixte d'un territoire « rurbain » composé de deux Établissements Publics de Coopération Intercommunale :

- la Communauté d'agglomération Châteauroux Métropole qui regroupe 15 communes et environ 74 500 habitants en 2011 sur 537,7 km². Elle concentre 84,5% de la population du Pays ;
- la Communauté de communes Val de l'Indre Brenne (CCVIB) qui regroupe 12 communes et environ 13 700 habitants sur 481,6 km². Elle concentre 15,5% de la population du territoire castelroussin. Il s'agit de la partie la plus rurale du Pays. Elle se superpose à 4 communes du Parc Naturel Régional de la Brenne.

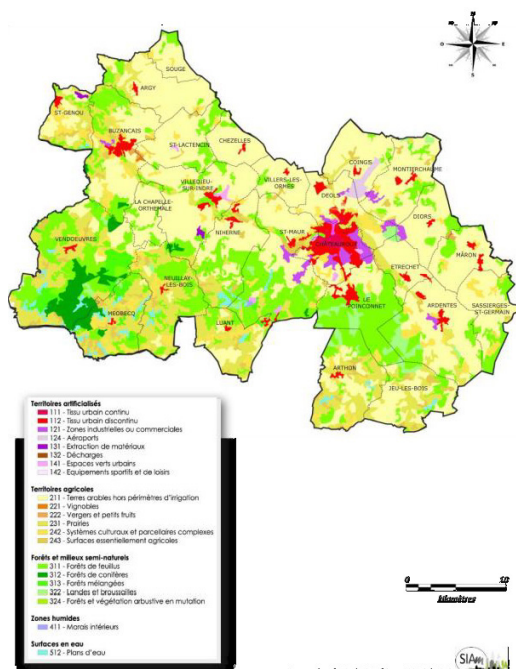
Le Pays Castelroussin se caractérise par une forte présence des espaces agricoles, naturels et forestiers : 70% de son territoire est dédié aux espaces agricoles cultivés, 23% sont des espaces

naturels et boisés, et 7% de l'espace est urbanisé. La partie Sud se caractérise par de nombreux espaces naturels, boisés et marécageux, tandis que la partie Nord est plus agricole. L'urbanisation s'étend principalement au centre du Pays, autour de Châteauroux et des pôles secondaires.

Le Pays Castelroussin se situe au carrefour de quatre grandes régions agricoles :

- le Boischaut Nord où l'on pratique traditionnellement l'élevage caprin avec une valorisation en fromages AOC ;
- la Champagne berrichonne qui se caractérise aujourd'hui par une spécialisation en céréaliculture sur des sols à bon potentiel agronomique ;
- la Brenne qui est une zone humide développant une activité piscicole et de transformation de poissons d'eau douce et qui tente de maintenir les activités agricoles ;
- le Boischaut Sud où l'on pratique l'élevage bovin pour la production de viande.

Occupation du sol en 2006

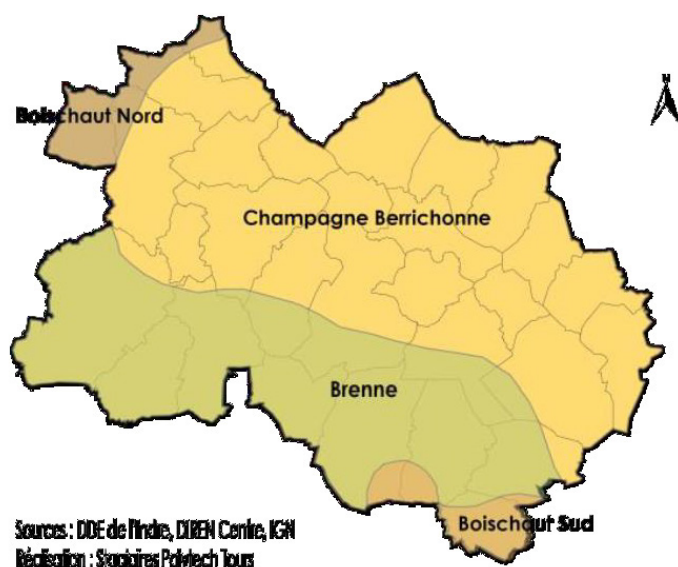


Source : données Corine Land Cover 2006, juin 2009

Données clés

2 EPCI, 88 228 habitants

1 019 km², 87,1 hab./km²



Les quatre grandes régions agricoles du département, à l'échelle du Pays Castroussin (Source : Diag. agricole, Polytech Tours, 2015)

Bien que le territoire n'ait pas de véritable spécialisation économique, les secteurs de l'industrie automobile, du transport et de la logistique, de l'industrie agroalimentaire, des services aux entreprises et de la sous-traitance industrielle se développent progressivement. Le SCoT indique qu'il résulte de l'absence de véritables choix politiques une économie du territoire relativement « neutre ».

Le développement de la filière logistique est facilité par la position géographique centrale du Pays Castroussin, qui constitue le bassin industriel du département. La quasi-totalité des entreprises et des emplois logistiques y sont concentrés, avec 166 établissements d'entrepôt et de transport. Châteauroux se positionne ainsi comme plateforme multimodale du département.

L'activité touristique se développe également en lien avec celle du PNR de la Brenne.

Les principales orientations stratégiques du territoire

Le SCoT approuvé en 2011 identifie trois thèmes de construction du projet de territoire :

- conforter la qualité urbaine et environnementale des espaces et des patrimoines du territoire.
- renouveler les dynamiques d'un développement économique durable en s'appuyant sur les atouts locaux.
- renforcer les fonctions urbaines caractéristiques des principaux pôles et leurs liaisons au sein du territoire.

L'agriculture & le Pays Castroussin

La filière agroalimentaire est relativement bien implantée dans la région Centre, en raison de la proximité des sites de production agricole : elle est la 4^e région française productrice de céréales et la 1^{ère} pour la production de fromage de chèvre avec 5 des 14 AOP nationales. En 2015, l'Indre concentre, en termes d'emplois agricoles et agro-alimentaires, plus de 1 868 salariés et 53 entreprises sur son territoire. Le département s'est spécialisé, en lien avec de grandes entreprises régionales

comme AXEREA et LSDH, dans la collecte et la transformation des céréales (boulangerie, viennoiserie, malterie, minoterie, nutrition animale) et dans la laiterie/fromagerie. Le Pays accueille plusieurs industries de transformation comme Barilla France à Châteauroux (511 salariés), Castel Croque à Buzançais (12 salariés) ou les Laboratoires Fenioux (148 salariés). La majeure partie de la production agricole n'est pas valorisée localement et est destinée à l'exportation.

Le projet agricole local

En 2010, l'Association des Maires Ruraux du département et le Conseil départemental prennent l'initiative d'engager un dialogue autour des questions d'approvisionnement des établissements de restauration scolaire en produits locaux. Suite à ces réunions, face à l'absence de traduction opérationnelle du dialogue engagé, est créée au printemps 2011 l'Association des Producteurs Fermiers du Pays Castroussin (APFPC), sous l'impulsion d'un exploitant céréalier à Diors, et de la directive du Pays, avec l'accompagnement du groupement départemental des CIVAM (Centres d'Initiatives pour Valoriser l'Agriculture et le Milieu rural). Elle regroupe aujourd'hui 10 producteurs, en plus des potagers

de Velles et de la boucherie-charcuterie « Au Goût Fermier », aux productions relativement diversifiées (légumes, viandes, produits laitiers...) – même si l'offre en fruits, à l'instar de la production régionale, reste encore faible. L'objectif est de rassembler le plus grand nombre de producteurs présents sur le territoire afin de structurer collectivement une offre et d'organiser la transition de leurs circuits de commercialisation au profit d'une démarche plus locale. Le GD CIVAM apporte son soutien à l'APFPC par la mise à disposition du temps de travail d'un salarié.

L'état de la politique alimentaire du territoire

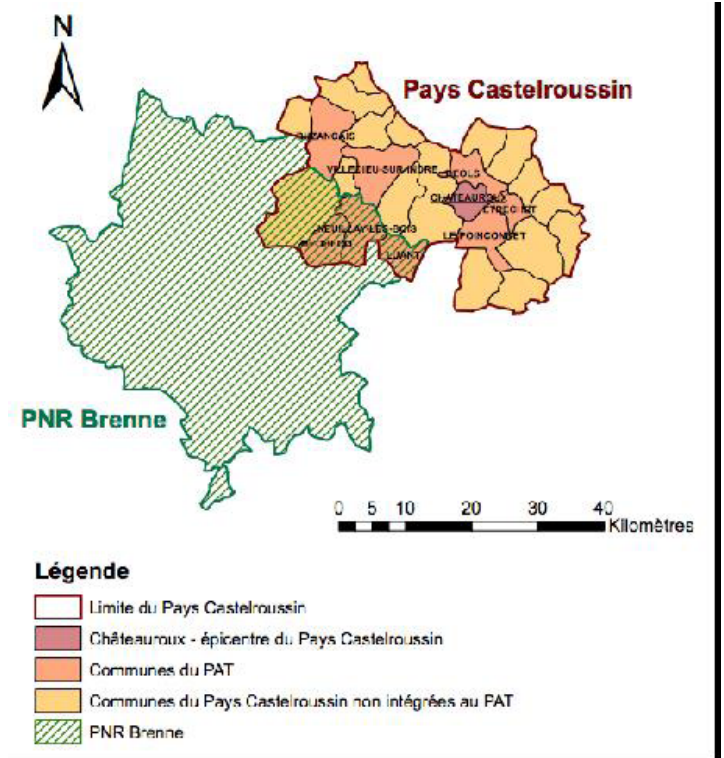
A partir de mi 2011, le Pays Castelroussin et l'Association des Producteurs Fermiers du Pays Castelroussin (APFPC) ont rassemblé autour d'eux un certain nombre d'acteurs pour travailler sur la relocalisation de l'alimentation du territoire, avec comme point d'entrée l'approvisionnement de produits locaux dans la restauration collective.

Avec le soutien financier de la Région (via le dispositif ID en Campagne qui vise à soutenir les initiatives de développement rural, de 2012 à 2014 puis de 2014 à 2016), le projet se structure autour d'un partenariat élargi et des actions collectives et spécifiques se mettent en place :

- 1er ID en Campagne (2012-2014) sur la sensibilisation des acteurs du territoire sur la restauration collective (partenaires : le Pays Castelroussin, l'APFPC, le Comité Départemental d'Éducation pour la Santé (CODES). Le travail de ce premier ID en Campagne se développe autour de la sensibilisation des acteurs aux notions d'équilibre alimentaire, à l'accompagnement des producteurs à la structuration de leur offre pour les établissements de restauration collective sur le territoire.

- 2nd ID en Campagne (2014-2016) sur l'appui logistique et commercial pour le développement des produits locaux en restauration collective (partenaires : le Pays Castelroussin, l'APFPC, le PNR de la Brenne, la Chambre d'agriculture de l'Indre), également cofinancé via l'appel à projets 2016 du Programme National pour l'Alimentation. Le périmètre du projet est élargi sur le plan géographique (intégration de l'ensemble du périmètre du PNR de la Brenne), ainsi que le plan thématique, avec un accent mis sur le développement d'outils logistiques d'une part et de mise en relation commerciale entre producteurs et établissements de restauration collective d'autre part. Ce projet a donné lieu à la création d'une structure associative et la création d'un poste pour accompagner la mise en place de cette structure d'appui logistique et commercial.

Aujourd'hui, les partenaires historiques à l'initiative des travaux sur l'approvisionnement local de la restauration collective (le Pays et l'APFPC) souhaitent travailler sur la question de l'ancrage territorial de l'alimentation, en élargissant les cibles, notamment sur l'alimentation du grand public (et plus uniquement la



Territoire du projet du 2nd ID en Campagne (Source : Master Nourad, ArcGis, 2016)

restauration collective).

Une multitude d'initiatives existent déjà sur le territoire, sur lesquelles les acteurs devront s'appuyer, qu'elles soient collectives ou individuelles. Ces initiatives ont trait au développement des circuits courts et de proximité au sein du Pays Castelroussin et du PNR de la Brenne, et prennent en compte les enjeux économiques, environnementaux et sociaux du territoire (cf. action des Potagers de Velles, structure d'insertion).

Si les initiatives sont nombreuses et diversifiées, elles sont en revanche relativement cloisonnées et fortement portées par le monde agricole et associatif. Les acteurs de l'aval agricole (transformateurs, grossistes, distributeurs...) et de la demande sont en effet aujourd'hui absents des arènes de discussion.

Dans la perspective de mutualiser et fédérer les énergies du territoire pour construire un projet cohérent plus intégrateur sur le territoire et peut-être s'engager à terme vers un Projet Alimentaire Territorial, un forum des territoires sera organisé courant 2018.

L'alimentation et le Pays Castelroussin

Chiffres Clés



1,6 % de la SAU en agriculture biologique.

4 AOP fromagères (Valençay, Pouligny Saint-Pierre, Celles-sur-Cher, Sainte-Maure-de-Touraine) et des marques de valorisation (Viande du Berry) et 1 IGP Lentille verte du Berry.

10% des productions (environ 400) en vente directe.

140 sites de restauration collective sur les territoires du Pays et du PNR, pour 5,5 millions de repas/an.



615 exploitations sur le Pays en 2010 (baisse de 19,8% entre 2000 et 2010).

Contexte national

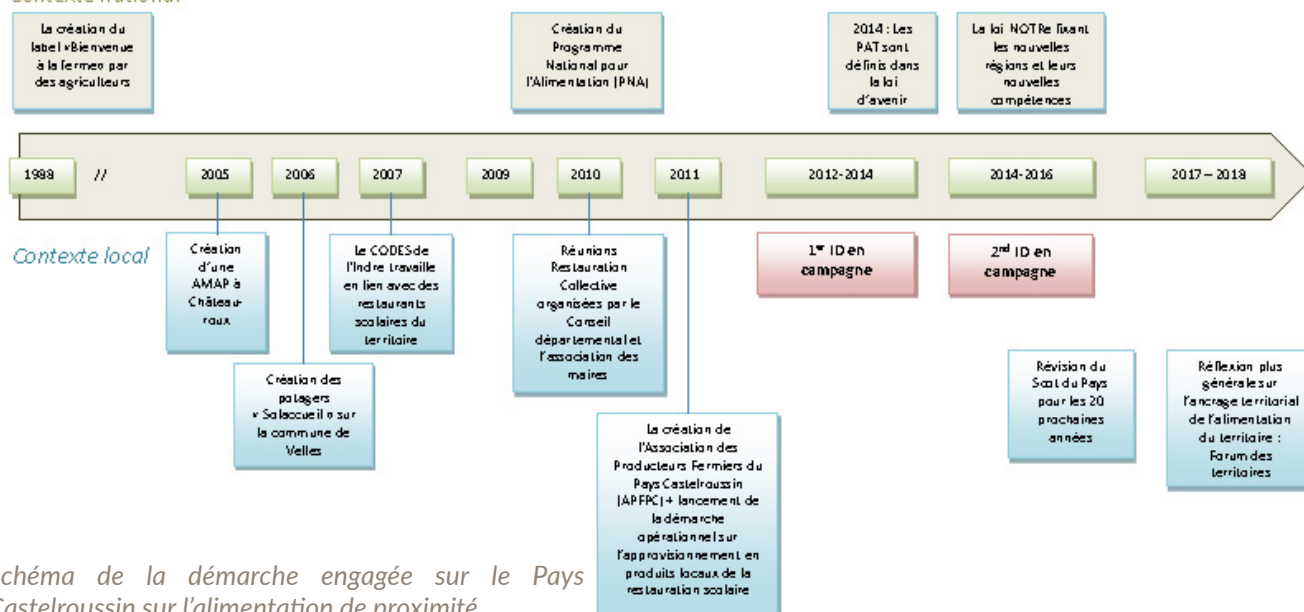


Schéma de la démarche engagée sur le Pays Castelroussin sur l'alimentation de proximité

Focus sur des initiatives alimentaire du territoire

- Les Potagers de Velles « Jardins de Cocagne » est une structure d'insertion par la production maraîchère biologique, gérée par Solidarité Accueil, qui met en place un système de distribution de paniers hebdomadaires, et compte aujourd'hui plus de 400 adhérents.

- Magasin de producteurs « Au Gout Fermier » : Point de vente collectif situé en périphérie de Châteauroux. Le groupe à l'initiative du projet, formalisé en SARL, est constitué de quatre fermes et six gérants (en comptant les associés des GAEC). La gamme de produits se compose des productions des fermes initiales (volaille, fromage, porc, pomme de terre), complétées par une quinzaine de producteurs partenaires « apporteurs » (mouton, lapin, veau, beurre, miel, vin..).

Contacts sur le territoire

- ◇ FR Civam Centre / GD Civam 36 : Vanessa Haudebert - gdcivam36@gmail.com
- ◇ Pays Castelroussin : 02 54 07 74 59

Bibliographie provisoire :

- ◇ Site Internet du Pays Castelroussin : <http://www.payscastelroussin.com/>
- ◇ Dossiers de candidature des deux dispositifs ID en Campagne – Initiatives de développement rural – financés par la Région – respectivement 2012 et 2014.
- ◇ Bilan du 1er ID en Campagne : « Entre éducation, développement local, santé et plaisir : Améliorer la qualité de l'alimentation dans les restaurants scolaires du Pays Castelroussin. Bilan final – juillet 2014 ».
- ◇ CCI Indre (2016). « La filière agro-alimentaire dans l'Indre », Rapport CCI, Service information économique, 10/2016, 4 p.
- ◇ Ecozept et Ducoeurjoly (2015). « Réunion de travail sur l'approvisionnement local de la restauration collective : quelles solutions concrètes et adaptées au territoire pour la mise en relation commerciale producteur/restaurant collectif? », Rapport final.
- ◇ Chantereau, M. (2011). « Les circuits courts, porte d'entrée d'une agriculture durable? », Rapport de stage.

Le projet RnPAT

Le projet a pour objectif de mettre en réseau les acteurs pour favoriser la co-construction et la mise en œuvre partagée de projets alimentaires territoriaux dans lesquels les collectivités qui portent le projet sont fortement impliquées, grâce à la multiplication des échanges, à la capitalisation des bonnes pratiques, à la production des outils méthodologiques indispensables et à des préconisations d'amélioration des politiques publiques.

Durée du projet : 01 septembre 2015 au 30 août 2018